

Le budget—M. Marcel Tremblay

tous l'utilité des paiements de transfert aux provinces. En Ontario, ces paiements servent à financer l'enseignement postsecondaire et les soins de santé auxquels nous sommes maintenant habitués. Lorsqu'il y a des compressions budgétaires dans ces deux secteurs essentiels, les services doivent nécessairement être réduits.

Lorsque nous avons dit aux Canadiens que le gouvernement serait forcé d'harmoniser nos programmes sociaux avec ceux des États-Unis pour protéger les intérêts des grandes entreprises, on nous a accusés de mentir et de recourir à des tactiques alarmistes. Maintenant que nous voyons la direction que prend le gouvernement dans ce budget, qui trompe vraiment les Canadiens?

Des voix: Les conservateurs!

M. Comuzzi: Le budget touche aussi à des domaines autres que les programmes sociaux où le gouvernement a trompé l'électorat canadien. La liste des promesses non tenues est longue. Le gouvernement avait dit qu'il ne réduirait pas ses engagements vis-à-vis du développement régional. Il les a réduits de 300 millions. Il s'était engagé à porter l'aide publique au développement à 0,7 p. 100 du produit national brut. Cet objectif a été réduit à 0,43 p. 100. Le gouvernement avait promis aux agriculteurs qu'il continuerait à leur fournir une aide adéquate. Mais non, il y a eu des réductions du remboursement sur les carburants agricoles, du financement de l'assurance-récolte, des subventions aux exportations de produits laitiers, et les prêts sans intérêt de la Société du crédit agricole ont été éliminés. Le gouvernement avait dit qu'il améliorerait les programmes fédéraux sur le logement. Qu'a-t-il fait? Il a réduit le programme d'aide à la remise en état des logements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement de 49 millions. Il avait dit qu'il améliorerait les programmes pour les femmes et les programmes multiculturels. Les deux ont été réduits de 2 millions. Le financement supplémentaire pour Radio-Canada, annoncé le 23 janvier 1988, a été réduit de 45 millions. Il est donc clair que le gouvernement a induit le public canadien en erreur.

• (1730)

En résumé, je dirais que tous les Canadiens, du nord de l'Ontario, du sud de l'Ontario, de Victoria à Terre-Neuve, savent qu'ils ne peuvent avoir le beurre et l'argent du beurre. Ils savent bien qu'il est impossible d'augmenter les dépenses, de réduire les impôts et de réduire en même temps le déficit et donc le service de la dette.

Le but de mon intervention, aujourd'hui, est d'attirer l'attention des Canadiens sur les promesses du gouvernement. Il avait promis de créer un programme entièrement capitalisé de garderies pour les mères de famille. Il

avait promis que les programmes sociaux ne seraient pas touchés. Il avait pris des engagements à l'égard des personnes âgées. Il avait dit aux travailleurs qu'il ne toucherait pas au programme d'assurance-chômage. Il ne devait pas réduire l'aide sociale ou étrangère.

J'essaie de dire au gouvernement qu'il ne peut pas continuer à dire aux Canadiens une chose et à en faire une autre, comme il le fait depuis sa victoire de 1988. Il est temps que le gouvernement fasse quelque chose pour les Canadiens. Il est temps qu'il leur dise exactement ce qu'ils peuvent espérer pour l'avenir de leurs jeunes qui désirent se marier, fonder une famille, acheter une maison et réaliser le rêve de tout Canadien. Le gouvernement doit faire en sorte que les règles du jeu soient les mêmes pour tous, afin que nous sachions où nous allons. Le seul moyen est de ne plus nous raconter d'histoires.

M. MacDougall: Monsieur le Président, je sais que le député est nouveau ici et peut-être qu'il n'a pas eu l'occasion de se familiariser avec les réalisations de notre gouvernement, de 1984 à 1988, notamment en ce qui concerne le nord de l'Ontario.

De 1984 à 1988, notre gouvernement a institué les déductions fiscales applicables aux habitants de régions éloignées dont bénéficient beaucoup d'électeurs du député. Cela n'existait pas avant 1984. Nous avons aussi lancé un programme intitulé Développement des collectivités, dans le cadre duquel les collectivités du nord de l'Ontario peuvent se construire un meilleur avenir.

Nous avons en outre instauré une nouvelle politique en matière d'approvisionnement. Toute entreprise du nord de l'Ontario a désormais la possibilité de collaborer avec le gouvernement afin d'obtenir des contrats fédéraux.

Je ne comprends pas que le député ne félicite pas le gouvernement pour le programme FEDNOR dont le financement, en fait, est demeuré le même. Ce sont des Canadiens du nord de l'Ontario, c'est-à-dire des entreprises grandes et petites et des exploitants d'entreprises touristiques, qui nous assurent à tous des possibilités.

Le député parle de bois d'oeuvre. En tant que bon député libéral du nord de l'Ontario, il voudra peut-être inciter le ministre provincial des Ressources naturelles à imiter les ministres des autres provinces et à négocier avec notre ministre un règlement du problème. Le ministre provincial a reçu plus de 50 millions de dollars qu'il n'a pas réinvestis dans le reboisement ni dans le secteur industriel. Cet argent est allé grossir les recettes générales.

Je mets le député au défi de comparer nos réalisations de 1984 à 1988 avec celles de tout gouvernement libéral